



L'histoire du temps présent

Capitalisme, copie à revoir

Le Tageblatt titrait la semaine dernière: „Wenn sich die Systemfrage aufdrängt. Panama Papers: Auswüchse des Turbokapitalismus“. Ce titre se référait aux Panama Papers, la révélation de 11,5 millions de documents confidentiels issus du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca, sur 214.000 sociétés offshore, au centre d'un vaste système d'évasion fiscale.

Le titre interpelle l'historien du temps présent. Que signifie „Systemfrage“? S'agit-il d'appeler au renversement d'un système, le capitalisme sous sa forme historique actuelle, que la langue allemande désigne avec sa précision coutumière comme „Finanz-, Finanzmarkt- oder Investoren-Kapitalismus“? Ou alors s'agit-il d'un appel à critiquer des abus concrets, criants, systémiques?

Le Tageblatt n'a appelé à la révolution qu'une seule fois au cours de son histoire centenaire. Ce fut en 1918-1919, lorsque le journal de Paul Schroell et de Frantz Clément réclamait l'abdication de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde et la proclamation de la République de Luxembourg. Même après la reprise du quotidien par les syndicats libres en 1927, le Tageblatt a plutôt mis en garde contre les régimes révolutionnaires, révolutionnaires dans ce sens qu'ils proposaient une alternative au capitalisme dans sa forme démocratique parlementaire, que ce soit le fascisme, le national-socialisme ou le communisme. Ces alternatives se sont d'ailleurs historiquement révélées comme inférieures au capitalisme, qui a remporté la victoire sur ces concurrents. Le Tageblatt l'a réalisé bien avant d'autres qui ont eu besoin de deux guerres mondiales et de la chute d'un Mur pour le comprendre.

Le titre semble donc plutôt appeler à une critique radicale des conditions actuelles dans le système capitaliste.

Histoire de la critique du capitalisme

Cette critique s'impose en effet. Le spécialiste de l'histoire sociale européenne et professeur émérite de la Freie Universität Berlin Jürgen Kocka écrit dans sa „Geschichte des Kapitalismus“ de 2013 (chez Beck) que, à part quelques penseurs néolibéraux, plus personne ne croit comme l'imaginaient initialement les philosophes des Lumières, que le capitalisme constitue une force civilisatrice qui rendrait automatiquement les sociétés plus riches, les êtres humains plus libres, plus pacifiques et en général meilleurs.

Kocka montre néanmoins également comment la critique du système capitaliste a évolué au fil du temps. Une partie des critiques sont dépassées ou ne sont plus guère soulevées. La doctrine sociale catholique et le pape continuent à mettre en garde contre „l'idolâtrie du marché“ et „l'idéologie capitaliste radicale“ (Encyclique Centesimus Annus, 1991), mais ont pris leurs distances avec leurs anciennes posi-

tions antilibérales et antisémites. Sur la gauche, le pronostic de Karl Marx sur la prolétarisation, la paupérisation des masses ouvrières n'est plus partagé que par quelques illuminés.

Un minimum de connaissances historiques et la comparaison avec les siècles non ou peu capitalistes avant 1800 fait ressortir les progrès réalisés dans le monde capitaliste, justement pour ceux et celles qui n'appartenaient pas aux couches supérieures, progrès en ce qui concerne la situation matérielle, l'espérance de vie et la santé, les libertés, la diversité de choix de vie dans la famille, le travail et les loisirs. Il est vrai que ces progrès furent rendus possibles par des luttes sociales et le développement d'un Etat-providence qui, à partir de la fin du 19^e siècle, a civilisé le capitalisme.

En revanche, d'autres critiques sont venues s'ajouter et les débats et affaires récurrentes depuis la crise financière de 2008 soulignent à quel point elles sont pertinentes. Ces critiques pointent du doigt des abus systémiques, notamment la „strukturierte Verantwortungslosigkeit“ (titre d'un livre de portraits de banquiers paru en 2010 chez Suhrkamp) dans le secteur financier. Prendre des décisions d'une part et prendre ses responsabilités pour les conséquences de ces décisions d'autre part ont été complètement dissociés. Les managers de la finance engrangent les énormes bénéfices, alors que les gigantesques déficits, comme dans le cas des banques, au Luxembourg également après 2008, sont couverts par les Etats, en d'autres mots par les contribuables, selon l'adage „too big to fail“.

Les critiques se réfèrent ensuite aux inégalités croissantes qui découlent du capitalisme. Tant la Chambre des salariés dans son panorama social que la Caritas avec son almanach social soulignent que les différences entre les hauts et les bas salaires se sont accentuées au cours de la dernière décennie, au Luxembourg comme dans les autres pays européens. Au niveau mondial, les inégalités entre les pays occidentaux et le reste du monde se sont accrues depuis la montée de ce que Kocka appelle „Industriekapitalismus“. Des régions comme l'Asie du Sud-Est et la Chine se sont rapprochées, d'autres régions comme l'Afrique subsaharienne ont pris encore plus de retard. Le revenu des 10% d'habitants les plus riches des Etats-Unis (25 millions de personnes) est équivalent à celui des 43% d'habitants les plus pauvres de la planète (2 milliards de personnes). Nous pouvons suivre cette évolution inquiétante grâce aux rapports sur le développement humain publiés annuellement par les Nations Unies et aux indices internationaux qui tentent de mesurer ces inégalités depuis 2010.

Une autre analyse faite par Marx et Engels dans leur „Manifest der Kommunistischen Partei“ de 1848 n'est, contrairement

à celle sur la prolétarisation, pas dépassée: „Die fortwährende Umwälzung der Produktion, die ununterbrochene Erschütterung der gesellschaftlichen Zustände, die ewige Unsicherheit und Bewegung zeichnet die Bourgeois-Epoche vor allen anderen aus.“ On retrouve cette analyse aujourd'hui dans une autre critique du capitalisme: son insécurité continue, l'obsession permanente de l'innovation, des identités culturelles et sociales qu'il faut encore et encore renégocier, l'individualisation extrême qui remet en question le lien social.

Les critiques dirigées contre la dynamique de destruction et d'autodestruction du capitalisme qui mise sur la croissance et l'expansion permanentes, au détriment de l'environnement et du climat, aux dépens de la solidarité et du sens, vont dans la même direction. La même contradiction existe entre l'ambition universaliste démocratique et humanitaire du monde occidental et un capitalisme qui cherche à se soustraire au contrôle démocratique et fait fi de critères moraux.

„Vom Manager- zum Finanzmarktkapitalismus“

Un petit sondage fait dans la même édition du Tageblatt du 5 avril 2016 montre à quel point cette attitude critique est répandue. Les révélations autour des „Panama Papers“, notamment l'ampleur des possibilités d'évasion fiscale ouvertes aux riches et puissants de ce monde capitaliste, ne représentaient pour 94% des lecteurs et lectrices qui ont participé à ce sondage aucune surprise.

Peut-être qu'ils ne sont guère surpris, parce que, même s'ils ne connaissent pas les analyses historiques d'un Jürgen Kocka, d'un Ralf Dahrendorf ou d'un Karl Polanyi, ils vivent dans un pays et sur un continent, où ils ont assisté en direct, depuis 50 ans, à des mutations profondes et historiques: au passage du „Eigentümer- zum Managerkapitalismus“ puis du „Manager- zum Finanzkapitalismus“.

Tentons de l'illustrer par un exemple: ceux qui ont plus de 50 ans ont assisté à la fois à la montée, à l'apogée et au recul relatif, du moins au Grand-Duché, d'une entreprise qui fut une des bases les plus importantes de l'économie nationale du 20^e siècle: l'entreprise multinationale Arbed. Elle a incarné le passage du „Eigentümer- zum Managerkapitalismus“, avec les familles Metz et Tesch fournissant les capitaux tout en s'associant très tôt à d'autres investisseurs et des banques. Dans ce passage vers une société à capitaux de plus en plus grande, les liens entre les familles d'entrepreneurs pionnières et l'entreprise sont restés, tandis qu'en même temps des managers ont joué un rôle de plus en plus important. Ces derniers n'étaient plus nécessairement liés familialement à l'entreprise, mais leur succès personnel et financier en tant que manager restait étroitement lié au succès de l'entreprise.

A partir des années 1980, nous avons ensuite assisté au passage du „Manager- zum Finanzkapitalismus“. Je me suis rendu conscient de la rupture dans le cas de l'Arbed en 1999, en marge d'une table ronde télévisée sur RTL autour de l'avenir du pays en vue du nouveau millénaire, à laquelle je participais en tant qu'historien. Après la table ronde, autour d'un pot, un des principaux dirigeants de l'Arbed

me décrit ainsi le nouvel environnement économique international qui s'imposait à l'Arbed: „Där musst Iech virstellen, Här Scuto, d'nächst Woch muss ech op New York op d'Wall Street pilgeren an engem jonke Broaker, deen 80 Milliarden Dollar Pensionsfonds geréiert, erklären, wéi vill Benefice d'Arbed an den nächste sechs Méint ofwërf. An dee Finanzmann interesséiert eis laangfristeg industriell Strategie rose wéineg an eis Aktie ginn ënner Wäert an der Bourse gehandelt.“ Nous savons aujourd'hui le sort que la mondialisation des marchés financiers a réservé à l'Arbed.

Tout comme nous savons aujourd'hui que le capitalisme actuel avec ses fonds d'investissements et de pensions signifie, comme le décrit Jürgen Kocka, 1. la réorientation de ses objectifs sur des profits à court terme et, parallèlement, une indifférence complète à l'égard d'autres objectifs, 2. la dissociation de l'activité économique de ses contextes sociaux, 3. l'investissement non pour des fins productives mais pour la spéculation, le tout rendu possible par une politique de dérégulation lancée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dans les années 1970 et 1980.

C'est peut-être cette question que le Tageblatt a voulu soulever en titrant „Systemfrage“. Depuis la crise financière de 2008, plus personne ne croit au conte de fée néolibéral de l'autorégulation des marchés financiers. La communauté internationale entend-elle donc enfin sérieusement concevoir et mettre en pratique une politique de re-régulation du secteur financier, une question qui se pose aussi pour la place financière luxembourgeoise?

Le capitalisme une copie continuellement à revoir, comme l'exprime Jürgen Kocka en conclusion de son ouvrage de

synthèse: „Der Kapitalismus lebt von seiner sozialen, kulturellen und politischen Einbettung, so sehr er sie gleichzeitig bedroht und zersetzt. Er kann lernen, diesen Vorzug teilt er mit der Demokratie. Er kann durch politische und zivilgesellschaftliche Mittel beeinflusst werden, wenn diese nur stark und unterschieden genug sind. (...) In gewisser Hinsicht hat jede Zeit und jede Zivilisation den Kapitalismus, den sie verdient. Gegenwärtig sind überlegene Alternativen zum Kapitalismus nicht erkennbar. Aber innerhalb des Kapitalismus sind sehr unterschiedliche Varianten und Alternativen denkbar und zum Teil auch beobachtbar. Um ihre Entwicklung geht es. Die Reform des Kapitalismus ist eine Daueraufgabe. Dabei spielt Kapitalismuskritik eine zentrale Rolle.“



Lauscht och dem Denis Scuto säi Feuilleton op Radio 100,7, all Donneschdeg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op www.100komma7.lu.